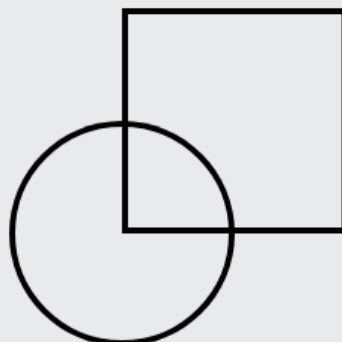


FICHE PAYS n°11 – La Ligne Fine



LA LIGNE FINE

Institut

Antigua-et-Barbuda



Auteurs : Alek UMONT
Date de publication : 15 septembre 2026



Données clés

Nom officiel : Antigua-et-Barbuda.

Capitale : Saint John's, située sur l'île d'Antigua.

Statut : État souverain indépendant depuis 1981, membre du Commonwealth, de l'Organisation des États américains, de la CARICOM, de l'Organisation des États de la Caraïbe orientale et de l'Organisation des Nations unies.

Chef de l'État : le roi Charles III, représenté par un gouverneur général. Antigua-et-Barbuda demeure une monarchie constitutionnelle parlementaire, même si le débat républicain existe dans l'espace politique caribéen.

Chef du gouvernement : Gaston Browne, Premier ministre, chef de l'Antigua and Barbuda Labour Party. Il a

remporté en 2026 un quatrième mandat consécutif, après une élection anticipée qui a renforcé la majorité de son parti¹.

Régime politique : démocratie parlementaire de type Westminster, avec un Parlement bicaméral composé d'une Chambre des représentants élue et d'un Sénat nommé.

Population : environ 94 000 habitants selon les estimations du FMI pour 2026². La population est concentrée majoritairement sur l'île d'Antigua, Barbuda étant beaucoup moins peuplée.

Superficie : environ 442 km² pour l'ensemble de l'État, composé principalement des îles d'Antigua et de Barbuda, auxquelles s'ajoutent plusieurs petites îles et îlots.

Langue officielle : anglais.

Monnaie : dollar des Caraïbes orientales, administré par l'Eastern Caribbean Central Bank. La monnaie est commune à plusieurs États et territoires de l'Organisation des États de la Caraïbe orientale.

PIB : environ 2,3 milliards de dollars courants en 2024 selon la Banque mondiale³.

Niveau de revenu : économie à haut revenu selon les classifications internationales, mais avec une vulnérabilité forte aux chocs externes, aux catastrophes naturelles, à la dette et à la concentration sectorielle.

Croissance récente : le FMI souligne en 2026 la poursuite de l'expansion économique, soutenue par le tourisme résilient et l'activité de construction, avec une modération de l'inflation⁴.

Dette publique : selon le FMI, la dette publique a reculé d'environ 101 % du PIB en 2020 à environ 68 % du PIB en 2025, grâce notamment à l'amélioration de la position budgétaire⁵.

¹ Associated Press. (2026). [Article on Antigua and Barbuda]. AP News. <https://apnews.com/article/d447535a8fdd8eeb9969449812a88dfa>

² Citizenship by Investment Unit Antigua & Barbuda. (n.d.). *Citizenship by investment*. Government of Antigua and Barbuda. <https://cip.gov.ag/citizenship/>

³ International Monetary Fund. (2026). *Antigua and Barbuda: 2026 Article IV consultation—Press release; staff report; and statement by the Executive Director for Antigua and Barbuda* (IMF Country Report No. 26/97). International Monetary Fund. <https://www.elibrary.imf.org/view/journals/002/2026/097/article-A000-en.xml>

⁴ International Monetary Fund. (2026, May 7). *IMF Executive Board concludes 2026 Article IV consultation with Antigua and Barbuda*. International Monetary Fund. <https://www.imf.org/en/news/articles/2026/05/07/pr26142-antigua-and-barbuda-imf-executive-board-concludes-2026-article-iv-consultation>

⁵ International Monetary Fund. (n.d.). *Antigua and Barbuda*. IMF DataMapper. <https://www.imf.org/external/datamapper/profile/ATG>

Secteurs économiques dominants : tourisme, construction, immobilier, services, finances publiques, activités liées au programme de citoyenneté par investissement, transport, commerce, hôtellerie, activités maritimes et nautiques.

Programme stratégique sensible : Citizenship by Investment Programme, établi par les textes de 2013-2014, permettant l'acquisition de la citoyenneté contre investissement sous conditions⁶. Ce programme représente un levier financier important, mais il est soumis à une pression croissante de l'Union européenne et des États-Unis.

Événement diplomatique majeur : Antigua-et-Barbuda accueillera le Commonwealth Heads of Government Meeting de 2026, du 1er au 4 novembre 2026, sous le thème « Accelerating Partnerships and Investment for a Prosperous Commonwealth »⁷.

Vulnérabilités principales : dépendance au tourisme, exposition aux ouragans, dette publique encore élevée malgré l'amélioration, dépendance aux importations, pression internationale sur la citoyenneté par investissement, tensions foncières et politiques autour de Barbuda, coût de la vie, petite taille administrative, vulnérabilité climatique, capacité limitée de diversification.

1. Synthèse exécutive

Antigua-et-Barbuda est un petit État caribéen dont la puissance ne se mesure ni à sa taille, ni à sa population, ni à ses capacités militaires, mais à sa capacité à transformer la vulnérabilité en diplomatie. Le pays est minuscule, exposé aux ouragans, dépendant du tourisme et inséré dans une économie mondiale qu'il ne contrôle pas. Pourtant, il dispose d'une voix internationale active, d'un leadership régional visible, d'un positionnement affirmé sur la justice climatique, d'une capacité d'accueil diplomatique supérieure à son poids démographique et d'une stratégie économique fondée sur l'attractivité, la mobilité, la fiscalité, l'investissement et les services.

La trajectoire d'Antigua-et-Barbuda illustre les contradictions des petits États insulaires. Le pays est statistiquement classé comme économie à haut revenu, mais cette richesse ne supprime pas la vulnérabilité. Au contraire, elle peut parfois la masquer. Une économie fondée sur le tourisme, la construction, l'immobilier et les flux extérieurs peut afficher des indicateurs robustes tout en restant très exposée à quelques variables : fréquentation touristique nord-américaine et européenne, prix de l'énergie, coût du transport aérien, ouragans, normes internationales, réputation financière et décisions de l'Union européenne ou des États-Unis sur les programmes de citoyenneté par investissement.

Le FMI reconnaît en 2026 que l'économie continue de croître, portée par le tourisme et la construction, avec une inflation modérée. Mais il souligne aussi les risques : incertitude globale, tensions commerciales, volatilité des marchés financiers et des prix des matières premières, vulnérabilité climatique et capacité administrative limitée⁸. Le pays s'améliore donc, mais il reste structurellement fragile.

La dette publique est l'un des grands dossiers. Le FMI estime qu'elle a reculé d'environ 101 % du PIB en 2020 à environ 68 % en 2025, ce qui constitue une amélioration importante⁹. Cette baisse traduit un effort budgétaire, une reprise économique et des recettes accrues. Mais le niveau reste élevé pour un petit État vulnérable aux catastrophes naturelles. La

⁶ Citizenship by Investment Unit Antigua & Barbuda. (n.d.). *Citizenship by investment*. Government of Antigua and Barbuda. <https://cip.gov.ag/citizenship/>

⁷ Commonwealth Heads of Government Meeting 2026. (2026, June 29). *[Press release]*. Government of Antigua and Barbuda. https://chogm26.gov.ag/press_release_detail_page.php?press_release_page_id=pr_june_29_2026

⁸ International Monetary Fund. (2026, May 7). *IMF Executive Board concludes 2026 Article IV consultation with Antigua and Barbuda*. International Monetary Fund. <https://www.imf.org/en/news/articles/2026/05/07/pr26142-antigua-and-barbuda-imf-executive-board-concludes-2026-article-iv-consultation>

⁹ International Monetary Fund. (2026). *Antigua and Barbuda: 2026 Article IV consultation—Staff report* (IMF Country Report No. 26/97). International Monetary Fund. <https://www.elibrary.imf.org/view/journals/002/2026/097/article-A001-en.xml>

question n'est pas seulement la dette en temps normal. Elle est la capacité à absorber un choc majeur sans perdre la trajectoire de soutenabilité.

Le pays dépend très fortement du tourisme. Cette dépendance est classique dans les Caraïbes, mais elle est particulièrement stratégique pour Antigua-et-Barbuda. Le tourisme fournit des emplois, des recettes fiscales, des devises, des investissements, de la construction et une grande partie de la demande intérieure. Mais il expose aussi l'État aux cycles extérieurs. Un ouragan, une pandémie, une récession américaine, une crise énergétique ou une modification des routes aériennes peut produire un choc immédiat. La pandémie de Covid-19 a rappelé que le tourisme est une rente de mobilité : lorsqu'elle s'arrête, l'économie insulaire se contracte brutalement.

Le second levier économique sensible est le programme de citoyenneté par investissement. Ce programme permet d'attirer des capitaux et de financer l'État, mais il expose Antigua-et-Barbuda à une pression croissante. Le gouvernement a indiqué en juillet 2026 avoir reçu une communication de la Commission européenne demandant la suppression progressive du programme d'ici au 1er juin 2028, sous peine de risque sur l'accès sans visa à l'espace Schengen¹⁰. Cette demande est stratégique. Elle touche au cœur du modèle financier de plusieurs petits États caribéens : vendre une forme de mobilité internationale contre investissement, tout en maintenant la confiance des partenaires occidentaux.

La politique intérieure est dominée par Gaston Browne et l'Antigua and Barbuda Labour Party. La victoire électorale de 2026, présentée par Reuters et AP comme un quatrième mandat consécutif et une victoire renforcée, consolide l'emprise du Premier ministre sur la vie politique¹¹.

Cette stabilité peut faciliter la décision, mais elle pose aussi la question du pluralisme, de la qualité du débat démocratique et du renouvellement politique. Dans les petits États, la concentration du pouvoir peut être efficace, mais elle peut aussi réduire les contre-pouvoirs.

Barbuda constitue un autre point de tension. L'île a été dévastée par l'ouragan Irma en 2017. Depuis, les débats sur la reconstruction, le foncier, le développement touristique, la propriété collective des terres et les droits des Barbudans ont nourri des tensions importantes. En juillet 2026, le cabinet a annoncé la ratification de premiers certificats de propriété en pleine propriété pour des Barbudans, étape présentée comme historique et ouvrant la voie à un registre foncier de Barbuda¹². Ce dossier est hautement stratégique : il touche à la relation entre développement, reconstruction, identité locale, propriété, investissement touristique et souveraineté communautaire.

Enfin, Antigua-et-Barbuda cherche à convertir sa vulnérabilité en leadership international. Le pays s'est positionné fortement sur les enjeux de justice climatique, de financement des pertes et dommages, de dette des petits États insulaires et de réforme financière internationale. L'accueil du CHOGM 2026 doit être lu dans cette perspective. Pour un pays de moins de 100 000 habitants, accueillir un sommet du Commonwealth est un instrument de visibilité, d'influence, d'investissement et de diplomatie de niche¹³.

¹⁰ Government of Antigua and Barbuda. (2026, July 7). *Government responds to EU communication on Citizenship by Investment Programme*. Government of Antigua and Barbuda. https://ab.gov.ag/detail_template.php?page=press_release%2F2026%2Fjuly%2F2026_july_07-govt_responds_to+eu_communication_on_cip

¹¹ Reuters. (2026, May 1). *Antigua and Barbuda PM Gaston Browne wins fourth term amid U.S. visa fallout*. Reuters. <https://www.reuters.com/world/americas/antigua-barbuda-pm-gaston-browne-wins-fourth-term-amid-us-visa-fallout-2026-05-01/>

¹² Government of Antigua and Barbuda. (2026, July 22). *Report from the Cabinet*. Government of Antigua and Barbuda. https://ab.gov.ag/detail_template.php?page=press_release%2F2026%2Fjuly%2F2026_july_22-report_from_the_cabinet

¹³ Government of Antigua and Barbuda. (2026). *Commonwealth Heads of Government Meeting 2026 (CHOGM 2026)*. <https://chogm26.gov.ag/>



Lecture stratégique : Antigua-et-Barbuda est un État de petite taille, mais non un acteur marginal. Sa stratégie consiste à utiliser le tourisme, la diplomatie climatique, le Commonwealth, la citoyenneté par investissement et sa position caribéenne pour compenser sa vulnérabilité structurelle. Le principal enjeu 2026-2030 sera de savoir si le pays peut réduire ses dépendances sans perdre les rentes qui financent sa stabilité.

2. Repères historiques stratégiques

L'histoire d'Antigua-et-Barbuda est celle d'un double héritage : colonial et insulaire. Le pays est formé de deux îles principales, Antigua et Barbuda, dont les trajectoires sont liées mais non identiques. Antigua a été davantage intégrée à l'économie coloniale de plantation et aux infrastructures politiques. Barbuda a conservé une identité communautaire et foncière spécifique, dont les tensions contemporaines montrent l'importance.

Avant la colonisation européenne, les îles sont fréquentées et habitées par des populations amérindiennes, notamment arawak et caraïbes. La colonisation européenne transforme radicalement l'espace. Les Britanniques établissent leur domination sur Antigua au XVII^e siècle. L'île devient un territoire de plantation, principalement sucrière, intégré à l'économie esclavagiste atlantique. La main-d'œuvre africaine réduite en esclavage devient le fondement démographique, économique et social de l'île.

L'esclavage structure profondément la société. Comme dans l'ensemble des Caraïbes britanniques, la plantation produit une hiérarchie raciale, une concentration foncière, une dépendance aux exportations et une violence sociale durable. L'abolition de l'esclavage en 1834 ne supprime pas les inégalités. Elle ouvre une transition complexe vers le travail libre, mais les rapports économiques restent marqués par l'héritage plantationnaire. La mémoire de l'esclavage demeure centrale dans la politique caribéenne contemporaine, notamment dans les revendications de réparations.

Barbuda occupe une trajectoire particulière. Longtemps associée à des formes de gestion foncière communautaire, elle se distingue d'Antigua par une faible densité, une identité locale forte et un rapport spécifique à la terre. Cette différence explique les tensions contemporaines sur les projets touristiques, la reconstruction post-Irma et la réforme foncière. Le dossier barbudan ne peut pas être réduit à une question technique d'aménagement ; il est un enjeu identitaire et politique.

Au XX^e siècle, Antigua-et-Barbuda suit la trajectoire des colonies britanniques des Caraïbes vers l'autonomie interne, puis l'indépendance. Le pays devient indépendant le 1^{er} novembre 1981, tout en conservant le souverain britannique comme chef de l'État dans le cadre du Commonwealth. Cette indépendance s'inscrit dans un compromis : souveraineté externe, régime parlementaire britannique, liens persistants avec Londres, appartenance à la CARICOM et à l'espace caribéen.

Le système politique indépendant est dominé par des partis issus des luttes sociales, syndicales et postcoloniales. La famille Bird et l'Antigua Labour Party ont longtemps occupé une place centrale. Cette domination a contribué à stabiliser l'État, mais elle a aussi alimenté des critiques sur le clientélisme, la concentration du pouvoir et la faiblesse des alternances.

La fin du XX^e siècle et le début du XXI^e siècle voient le pays s'orienter de plus en plus vers le tourisme, les services, la finance offshore et les politiques d'attraction de capitaux. Comme plusieurs petits États insulaires, Antigua-et-Barbuda cherche à transformer sa souveraineté en actif économique. La citoyenneté, la fiscalité, le pavillon, la régulation financière, la stabilité juridique et l'accès sans visa deviennent des ressources. Cette logique produit des revenus, mais elle rend l'État dépendant de normes décidées ailleurs.

L'ouragan Irma en 2017 constitue un choc historique. Barbuda est dévastée et une grande partie de sa population est évacuée. Cet événement montre l'extrême vulnérabilité climatique du pays. Il relance aussi les débats sur le foncier, la reconstruction et le type de développement à privilégier. Pour certains, la reconstruction doit ouvrir Barbuda à l'investissement touristique. Pour d'autres, elle menace l'identité foncière et communautaire de l'île.



La décennie 2020 est marquée par une double séquence : la pandémie de Covid-19, qui frappe directement le tourisme, puis la reprise. Antigua-et-Barbuda rebondit, mais avec une dette élevée, des besoins d'investissement et une dépendance renouvelée aux secteurs exposés. En 2026, le pays entre dans une nouvelle phase : quatrième mandat de Gaston Browne, pression européenne sur la citoyenneté par investissement, accueil du CHOGM et consolidation du rôle diplomatique climatique.

Lecture historique : Antigua-et-Barbuda est un État né de la plantation, de l'esclavage, de la décolonisation et de la spécialisation touristique. Sa trajectoire contemporaine consiste à transformer une petite souveraineté insulaire en instrument d'attractivité et de plaidoyer international.

3. Structure politique actuelle

Antigua-et-Barbuda est une monarchie constitutionnelle parlementaire de type Westminster. Le souverain britannique est chef de l'État, représenté par un gouverneur général. Le pouvoir politique effectif appartient au gouvernement, dirigé par le Premier ministre, issu de la majorité parlementaire. Cette architecture institutionnelle est commune à plusieurs États caribéens du Commonwealth.

La vie politique est dominée par Gaston Browne et l'Antigua and Barbuda Labour Party. La victoire de 2026 a renforcé cette domination. Reuters a rapporté que le parti de Browne avait augmenté sa majorité en remportant 15 des 17 sièges de la Chambre basse selon les données préliminaires officielles, après une campagne dominée par l'économie et les préoccupations liées aux restrictions américaines de visas¹⁴. AP a décrit cette victoire comme un quatrième mandat consécutif sans précédent, réduisant l'opposition principale à une présence très limitée au Parlement¹⁵.

Cette situation produit une stabilité gouvernementale forte. Browne dispose d'une majorité nette, d'un contrôle politique important et d'une capacité à conduire l'agenda économique et diplomatique. Pour un petit État, cette stabilité peut être un avantage. Elle facilite les décisions rapides, les négociations internationales, la préparation d'événements comme le CHOGM, les arbitrages budgétaires et les réformes sensibles.

Mais elle crée aussi un risque de concentration. Lorsque l'opposition parlementaire est réduite, la qualité du débat public dépend davantage des médias, de la société civile, des institutions indépendantes, des tribunaux et des mécanismes administratifs de contrôle. Dans les petits États, où les réseaux personnels et politiques sont très denses, la domination durable d'un parti peut renforcer le clientélisme, les perceptions de favoritisme et la faiblesse des contre-pouvoirs.

Le débat républicain existe, mais il n'est pas le dossier le plus immédiat. Après la mort d'Elizabeth II, Gaston Browne avait évoqué la possibilité d'un référendum sur le passage à une république. Le débat s'inscrit dans une dynamique caribéenne plus large, après la décision de la Barbade de devenir une république en 2021. Mais la question constitutionnelle est moins urgente que les enjeux économiques, climatiques et financiers. Le maintien de la monarchie n'empêche pas une diplomatie souveraine active, mais il pose une question symbolique : jusqu'où la décolonisation institutionnelle doit-elle aller ?

La relation entre Antigua et Barbuda constitue un sujet politique interne important. Barbuda dispose d'une identité spécifique et d'institutions locales propres, dont le Barbuda Council. Les débats autour du foncier, de la reconstruction post-Irma et du développement touristique nourrissent une tension durable entre logique nationale de développement et logique communautaire barbudane. Le gouvernement central présente les réformes foncières comme une modernisation et un moyen de donner aux Barbudans des droits de propriété plus clairs. Les critiques y voient parfois une remise en cause de la propriété collective traditionnelle et une ouverture excessive aux intérêts immobiliers et touristiques.

Le communiqué gouvernemental de juillet 2026 annonçant la ratification de premiers certificats de propriété en pleine propriété pour des Barbudans et la création d'un registre foncier

¹⁴ Reuters. (2026, May 1). *Antigua and Barbuda PM Gaston Browne wins fourth term amid U.S. visa fallout*. Reuters. <https://www.reuters.com/world/americas/antigua-barbuda-pm-gaston-browne-wins-fourth-term-amid-us-visa-fallout-2026-05-01/>

¹⁵ Associated Press. (2026). *[Article on Antigua and Barbuda]*. AP News. <https://apnews.com/article/d447535a8fdd8eeb9969449812a88dfa>



barbudan illustre l'importance de ce dossier¹⁶. Ce n'est pas seulement une réforme administrative. C'est une transformation du rapport à la terre, à l'investissement et à l'identité de Barbuda.

Lecture politique : Antigua-et-Barbuda est stable, mais cette stabilité repose sur une domination partisane forte. Le principal risque politique n'est pas l'instabilité gouvernementale immédiate ; il est l'affaiblissement du pluralisme, la tension avec Barbuda et la politisation des réformes économiques sous contrainte extérieure.

¹⁶ Government of Antigua and Barbuda. (2026, July 22). *Report from the Cabinet*. Government of Antigua and Barbuda. https://ab.gov.ag/detail_template.php?page=press_release%2F2026%2Fjuly%2F2026_july_22-report_from_the_cabinet

4. Structure économique

L'économie d'Antigua-et-Barbuda est une économie de services, fortement dépendante du tourisme. Cette dépendance est à la fois la base de sa prospérité et la source de sa vulnérabilité. Le pays ne dispose ni d'un grand marché intérieur, ni d'une industrie lourde, ni d'une agriculture capable de structurer seule l'économie. Il dépend des flux extérieurs : visiteurs, investissements, transferts, capitaux, importations, transports, normes financières, services et réputation.

Le tourisme est le moteur principal. Antigua possède une image de destination balnéaire haut de gamme, avec plages, marinas, hôtellerie, croisières, événements nautiques et proximité avec les marchés nord-américains et européens. Le tourisme soutient la construction, le commerce, les restaurants, les transports, les services et les recettes fiscales. Mais il rend le pays vulnérable à tout choc qui affecte la mobilité internationale.

La construction est l'autre moteur conjoncturel. Le FMI note que l'expansion économique récente est soutenue par l'activité de construction et par un tourisme résilient¹⁷. La construction répond à plusieurs dynamiques : projets hôteliers, logements, infrastructures, investissements liés au tourisme, projets soutenus par la citoyenneté par investissement et reconstruction à Barbuda. Mais elle peut aussi créer des cycles immobiliers, des tensions foncières et une dépendance aux investisseurs externes.

Le programme de citoyenneté par investissement est un pilier financier sensible. Le site officiel du programme rappelle que le dispositif a été établi à partir du cadre législatif de 2013-2014¹⁸. Il permet à des investisseurs étrangers d'obtenir la citoyenneté sous conditions, en contrepartie de contributions financières, d'investissements immobiliers ou d'autres formes d'investissement autorisées. Pour l'État, ces programmes constituent une source de recettes importante, particulièrement utile lorsque la base fiscale est limitée et que les besoins d'investissement sont élevés.

Mais le modèle est sous pression. L'Union européenne et les États-Unis s'inquiètent des risques liés à la sécurité, au blanchiment, à l'évasion fiscale, à la criminalité financière et à la mobilité sans visa accordée à des personnes n'ayant parfois qu'un lien limité avec le pays. En juillet 2026, le gouvernement d'Antigua-et-Barbuda a indiqué que la Commission européenne lui avait demandé de supprimer progressivement son programme de citoyenneté par investissement d'ici au 1er juin 2028¹⁹.

Le Premier ministre a ensuite appelé à une réponse unie des pays caribéens concernés face à la position européenne, soulignant que l'existence même du programme pourrait devenir une base de suspension de l'accès sans visa à l'UE²⁰.

Ce dossier est stratégique parce qu'il touche à une ressource essentielle des petits États : la monétisation de la citoyenneté. Les grands États peuvent financer leurs politiques par de larges bases fiscales, l'endettement, l'industrie ou la monnaie. Les petits États insulaires disposent de moins d'options. Leur souveraineté devient alors un actif économique :

¹⁷ International Monetary Fund. (2026, May 7). *IMF Executive Board concludes 2026 Article IV consultation with Antigua and Barbuda*. International Monetary Fund. <https://www.imf.org/en/news/articles/2026/05/07/pr26142-antigua-and-barbuda-imf-executive-board-concludes-2026-article-iv-consultation>

¹⁸ Citizenship by Investment Unit Antigua & Barbuda. (n.d.). *Citizenship by investment*. Government of Antigua and Barbuda. <https://cip.gov.ag/citizenship/>

¹⁹ Government of Antigua and Barbuda. (2026, July 7). *Government responds to EU communication on Citizenship by Investment Programme*. Government of Antigua and Barbuda. https://ab.gov.ag/detail_template.php?page=press_release%2F2026%2Fjuly%2F2026_july_07-govt-responds-to-eu-communication-on-cip

²⁰ Government of Antigua and Barbuda. (2026, July 13). *PM Browne's call for united response to EU position on CIP*. Government of Antigua and Barbuda. https://ab.gov.ag/detail_template.php?page=press_release%2F2026%2Fjuly%2F2026_july_13-pm-browne%27s-call-for-united-response-to-eu-position-on-cip

passerport, fiscalité, pavillon, juridiction, résidence, réputation. Si l'UE et les États-Unis réduisent cette marge, Antigua-et-Barbuda devra compenser par d'autres recettes.

La situation budgétaire s'est améliorée. Le FMI estime que le solde primaire de 2025 a atteint près de 5 % du PIB, soutenu par des recettes fiscales plus élevées, des flux plus importants du programme de citoyenneté par investissement, une retenue des dépenses courantes et une légère hausse des dépenses d'investissement²¹. Cette performance est positive, mais elle dépend en partie d'un programme précisément contesté par les partenaires internationaux.

La dette publique a reculé, mais demeure un enjeu. Le FMI indique qu'elle est passée d'environ 101 % du PIB en 2020 à environ 68 % en 2025²². Cette baisse constitue un progrès réel. Mais un pays insulaire vulnérable aux ouragans ne peut pas lire sa dette comme un État continental ordinaire. La soutenabilité doit intégrer le risque de catastrophe, les besoins d'adaptation climatique, les coûts de reconstruction, les assurances, la volatilité touristique et l'accès au financement.

Lecture économique : Antigua-et-Barbuda a retrouvé une trajectoire positive, mais cette trajectoire repose encore sur des rentes vulnérables : tourisme, construction, immobilier et citoyenneté par investissement. Son défi est de convertir ces rentes en résilience durable.

²¹ International Monetary Fund. (2026, May 7). *IMF Executive Board concludes 2026 Article IV consultation with Antigua and Barbuda*. International Monetary Fund. <https://www.imf.org/en/news/articles/2026/05/07/pr26142-antigua-and-barbuda-imf-executive-board-concludes-2026-article-iv-consultation>

²² International Monetary Fund. (2026). *Antigua and Barbuda: 2026 Article IV consultation—Press release; staff report; and statement by the Executive Director for Antigua and Barbuda* (IMF Country Report No. 26/97). International Monetary Fund. <https://www.elibrary.imf.org/view/journals/002/2026/097/article-A000-en.xml>

5. Barbuda : foncier, reconstruction et tension stratégique interne

Barbuda est l'un des dossiers les plus sensibles d'Antigua-et-Barbuda. L'île ne peut pas être traitée comme un simple territoire secondaire. Elle concentre des enjeux de mémoire, de foncier, d'identité, de reconstruction, de tourisme, d'investissement et de rapport centre-périphérie.

Barbuda a été profondément affectée par l'ouragan Irma en 2017. La destruction a provoqué l'évacuation de la population et ouvert une longue séquence de reconstruction. Mais cette reconstruction ne s'est pas limitée aux infrastructures. Elle a relancé la question fondamentale du statut foncier. Traditionnellement, Barbuda est associée à une conception communautaire de la terre. Cette conception distingue l'île d'un modèle classique de propriété privée touristique et immobilière.

Le gouvernement central défend une réforme donnant aux Barbudans des titres de propriété individuels. Il présente cette évolution comme une reconnaissance de droits, une sécurisation juridique et une base pour le développement. Le communiqué de juillet 2026 annonçant la ratification de premiers certificats de pleine propriété pour des Barbudans et la création d'un registre foncier de Barbuda est présenté par le cabinet comme une étape historique²³.

Mais le débat est plus complexe. Pour les défenseurs du régime foncier communautaire, l'individualisation peut ouvrir la voie à la vente des terres, à la spéculation, à la pression immobilière et à l'érosion de l'identité barbudane. Dans un contexte de développement touristique haut de gamme, la terre n'est pas seulement un actif local. Elle devient un objet de désir pour des investisseurs, resorts, projets résidentiels et infrastructures. La réforme foncière est donc indissociable d'une question de pouvoir : qui contrôle l'avenir de Barbuda ?

Le risque est de voir Barbuda devenir un espace de développement décidé depuis Antigua au nom de la croissance nationale, mais vécu localement comme dépossession. Inversement, l'absence d'investissement et d'infrastructures peut aussi maintenir Barbuda dans une situation de sous-développement relatif. Le dilemme est donc réel : comment développer sans déposséder ? Comment reconstruire sans effacer ? Comment attirer des capitaux sans transformer la terre en simple produit ?

Ce dossier a aussi une dimension climatique. Barbuda est vulnérable aux ouragans, à l'élévation du niveau de la mer et aux risques côtiers. Les projets de développement doivent donc intégrer des normes de résilience très élevées. Développer un tourisme ou un immobilier vulnérable aux chocs climatiques reviendrait à créer une richesse exposée, susceptible d'être détruite ou coûteuse à protéger.

Lecture stratégique : Barbuda est le test interne d'Antigua-et-Barbuda. Si le développement y est perçu comme inclusif, respectueux de l'identité locale et climatiquement résilient, il peut renforcer l'État. S'il est perçu comme prédation foncière ou dépossession, il peut nourrir une fracture durable.

6. Positionnement international

Antigua-et-Barbuda pratique une diplomatie de petit État vulnérable, mais actif. Son poids démographique est limité, mais son agenda international est relativement visible. Le pays

²³ Government of Antigua and Barbuda. (2026, July 22). *Report from the Cabinet*. Government of Antigua and Barbuda. https://ab.gov.ag/detail_template.php?page=press_release%2F2026%2Fjuly%2F2026_july_22-report_from_the_cabinet



s'exprime sur la justice climatique, la réforme de la finance internationale, les pertes et dommages, la dette des petits États insulaires, les réparations liées à l'esclavage, la vulnérabilité des Caraïbes et le droit au développement.

Le premier cercle est caribéen. Antigua-et-Barbuda est membre de la CARICOM et de l'Organisation des États de la Caraïbe orientale. Ces cadres sont essentiels pour peser collectivement. Les petits États caribéens ont peu de capacité individuelle, mais davantage de poids lorsqu'ils agissent en bloc sur le climat, les finances internationales, la sécurité régionale, la fiscalité ou la mobilité.

Le deuxième cercle est le Commonwealth. L'accueil du CHOGM 2026 est un moment diplomatique majeur. Le site officiel indique que la réunion aura lieu du 1er au 4 novembre 2026 à Antigua-et-Barbuda, autour du thème « Accelerating Partnerships and Investment for a Prosperous Commonwealth »²⁴. Pour un petit État, accueillir un sommet de cette taille est un acte de projection. Cela permet d'attirer l'attention internationale, de valoriser les capacités logistiques nationales, de mobiliser la diaspora, de promouvoir l'investissement et de se placer au centre d'un réseau de 56 États.

Le troisième cercle est nord-américain. Les États-Unis et le Canada sont essentiels pour le tourisme, la diaspora, les services, les étudiants, les investissements et la sécurité. Les préoccupations américaines sur les visas et le programme de citoyenneté par investissement ont pesé dans la campagne de 2026, selon Reuters²⁵. Cela montre que la souveraineté formelle d'un petit État peut être fortement affectée par les décisions administratives d'une grande puissance.

Le quatrième cercle est européen. L'Union européenne dispose d'un pouvoir normatif considérable sur les programmes de citoyenneté par investissement, la fiscalité, la finance, les listes de juridictions et l'accès sans visa. La demande européenne de suppression progressive du programme de citoyenneté par investissement d'ici 2028 illustre ce pouvoir²⁶. Antigua-et-Barbuda peut contester cette pression, mais doit tenir compte de son coût potentiel.

Le cinquième cercle est climatique et multilatéral. Antigua-et-Barbuda appartient au groupe des petits États insulaires en développement. Sa diplomatie insiste sur une contradiction fondamentale : les pays les moins responsables des émissions globales sont parmi les plus exposés aux conséquences climatiques. Ce positionnement donne au pays une autorité morale et politique, surtout lorsqu'il plaide pour les pertes et dommages, l'accès aux financements concessionnels et la réforme des critères d'éligibilité fondés sur le revenu par habitant.

Lecture internationale : Antigua-et-Barbuda n'est pas puissant, mais il est audible. Son influence dépend de sa capacité à parler au nom d'une vulnérabilité partagée par les petits États insulaires.

7.Sécurité, climat et résilience

La sécurité d'Antigua-et-Barbuda n'est pas d'abord militaire. Elle est climatique, économique, financière, énergétique, alimentaire, sanitaire et infrastructurelle. Le pays n'est pas exposé à

²⁴ Commonwealth Heads of Government Meeting 2026. (2026, June 29). [Press release]. Government of Antigua and Barbuda. https://chogm26.gov.ag/press_release_detail_page.php?press_release_page_id=pr_june_29_2026

²⁵ Reuters. (2026, May 1). *Antigua and Barbuda PM Gaston Browne wins fourth term amid U.S. visa fallout*. Reuters. <https://www.reuters.com/world/americas/antigua-barbuda-pm-gaston-browne-wins-fourth-term-amid-us-visa-fallout-2026-05-01/>

²⁶ Government of Antigua and Barbuda. (2026, July 7). *Government responds to EU communication on Citizenship by Investment Programme*. Government of Antigua and Barbuda. https://ab.gov.ag/detail_template.php?page=press_release%2F2026%2Fjuly%2F2026_july_07-govt_responds_to+eu_communication_on_cip



une menace conventionnelle majeure. Mais il est exposé à des chocs capables de produire des effets systémiques rapides.

Le premier risque est climatique. Les ouragans constituent la menace la plus spectaculaire. Irma a montré qu'un événement extrême peut détruire des infrastructures, déplacer une population, bouleverser les finances publiques et rouvrir des débats politiques profonds. Dans un petit État insulaire, une catastrophe naturelle ne touche pas seulement une région ; elle peut affecter l'ensemble du pays.

Le changement climatique accroît aussi les risques de montée du niveau de la mer, d'érosion côtière, de dégradation des récifs, de stress hydrique, de chaleur extrême et de modification des régimes de tempêtes. Or l'économie touristique dépend directement des plages, des paysages, des infrastructures côtières, des marinas et de l'image environnementale. La sécurité climatique est donc aussi une sécurité économique.

Le deuxième risque est énergétique. Antigua-et-Barbuda dépend largement des importations de carburants. Cette dépendance pèse sur la balance extérieure, le coût de la vie, les entreprises, les transports et l'électricité. Les renouvelables constituent donc un levier stratégique. Réduire la dépendance énergétique permettrait d'améliorer la résilience, de réduire l'exposition aux prix mondiaux et de renforcer la crédibilité climatique du pays.

Le troisième risque est alimentaire. Comme beaucoup de petits États insulaires, Antigua-et-Barbuda importe une part importante de son alimentation. Les chocs sur les prix mondiaux, les transports, les devises ou les catastrophes peuvent donc affecter la sécurité alimentaire. Le développement agricole local reste limité par la taille, le climat, l'eau, les coûts et la concurrence des importations.

Le quatrième risque est financier. Le pays dépend des flux touristiques, des recettes du programme de citoyenneté par investissement, de l'accès aux marchés et de la confiance internationale. Une pression de l'UE ou des États-Unis sur le programme de citoyenneté par investissement peut devenir un risque budgétaire. Une catastrophe naturelle peut devenir un risque de dette. Une dégradation de réputation peut devenir un risque bancaire.

Le cinquième risque est administratif. Un petit État doit gérer des obligations complexes : lutte contre le blanchiment, conformité fiscale, climat, tourisme, sécurité maritime, normes internationales, dette, préparation aux catastrophes, programmes sociaux, infrastructures, relations diplomatiques. La taille réduite de l'administration rend la capacité d'exécution particulièrement stratégique.

Lecture sécuritaire : la sécurité d'Antigua-et-Barbuda n'est pas la défense d'un territoire contre un ennemi extérieur. C'est la capacité de l'État à continuer de fonctionner après un choc climatique, financier ou touristique.

8. Risques et vulnérabilités

La première vulnérabilité est la dépendance au tourisme. Le pays est exposé aux cycles économiques mondiaux, aux flux aériens, aux décisions de compagnies, à la concurrence régionale, aux catastrophes et aux pandémies. La deuxième vulnérabilité est la dette. Malgré l'amélioration récente, la dette publique reste significative. La baisse de 101 % du PIB en 2020 à 68 % en 2025 est positive, mais un seul choc majeur peut inverser la trajectoire²⁷.

La troisième vulnérabilité est le programme de citoyenneté par investissement. Il fournit des recettes, mais il est politiquement et diplomatiquement contesté. La pression européenne pour une sortie d'ici 2028 menace une source de financement importante²⁸.

La quatrième vulnérabilité est climatique. Les ouragans, l'érosion côtière, la montée des eaux et les coûts d'adaptation peuvent peser durablement sur les finances publiques.

La cinquième vulnérabilité est foncière. Barbuda concentre une tension entre propriété, développement, identité locale et investissement touristique.

La sixième vulnérabilité est politique. La forte majorité du parti au pouvoir donne de la stabilité, mais réduit l'espace parlementaire de l'opposition. Cela peut affaiblir la qualité du contrôle démocratique.

La septième vulnérabilité est la petite taille administrative. Les obligations internationales croissent plus vite que les capacités internes. Cela crée un risque de dépendance à l'expertise extérieure.

9. Opportunités et dynamiques à suivre

La première opportunité est l'accueil du CHOGM 2026. Le sommet peut renforcer la visibilité internationale du pays, attirer des investissements, valoriser son leadership climatique et montrer sa capacité organisationnelle.

La deuxième opportunité est la diplomatie climatique. Antigua-et-Barbuda peut continuer à jouer un rôle moteur pour les petits États insulaires, notamment sur les pertes et dommages, la dette climatique et la réforme des financements internationaux.

La troisième opportunité est la diversification touristique. Le pays peut monter en gamme, développer l'écotourisme, le nautisme, les événements, le patrimoine, la culture, les séjours longs et les activités à plus forte valeur ajoutée.

La quatrième opportunité est l'énergie renouvelable. Le solaire, le stockage, les micro-réseaux et l'efficacité énergétique peuvent réduire la dépendance aux importations.

La cinquième opportunité est la réforme du programme de citoyenneté par investissement. Si le pays parvient à renforcer la transparence, la diligence raisonnable et l'alignement avec ses partenaires, il peut préserver une partie de cette ressource ou organiser une transition moins brutale.

²⁷ International Monetary Fund. (2026). *Antigua and Barbuda: 2026 Article IV consultation—Press release; staff report; and statement by the Executive Director for Antigua and Barbuda* (IMF Country Report No. 26/97). International Monetary Fund. <https://www.elibrary.imf.org/view/journals/002/2026/097/article-A000-en.xml>

²⁸ Government of Antigua and Barbuda. (2026, July 7). *Government responds to EU communication on Citizenship by Investment Programme*. Government of Antigua and Barbuda. https://ab.gov.ag/detail_template.php?page=press_release%2F2026%2Fjuly%2F2026_july_07-govt_responds_to+eu_communication_on_cip

La sixième opportunité est Barbuda. Une reconstruction bien conduite pourrait devenir un modèle de résilience climatique, de développement insulaire et de participation communautaire.

10. Points de vigilance

Suivre la mise en œuvre du CHOGM 2026 et les annonces économiques associées. Suivre les négociations avec l'Union européenne sur la citoyenneté par investissement. Suivre les décisions américaines sur les visas et les contrôles associés. Suivre l'évolution des recettes du programme CBI dans le budget. Suivre la dette publique et les arriérés. Suivre les arrivées touristiques et la capacité hôtelière. Suivre les projets de construction liés au tourisme. Suivre la situation foncière à Barbuda. Suivre les risques climatiques et la préparation aux ouragans. Suivre les investissements dans les renouvelables. Suivre la capacité administrative à respecter les normes internationales de transparence financière. Suivre l'évolution du débat républicain. Suivre la qualité du pluralisme politique après la victoire massive du parti au pouvoir.

11. Lecture stratégique finale

Antigua-et-Barbuda est un petit État qui tente de transformer la vulnérabilité en stratégie. Sa petite taille n'est pas seulement une faiblesse : elle lui permet d'être agile, visible dans certains forums et capable de mobiliser une diplomatie de niche. Mais cette agilité ne supprime pas les contraintes fondamentales : tourisme, climat, dette, dépendance extérieure et pression normative.

Le pays dispose de plusieurs atouts. Il est stable. Il a une marque touristique forte. Il appartient au Commonwealth et aux organisations caribéennes. Il bénéficie d'un leadership politique continu. Il peut parler avec crédibilité au nom des petits États insulaires. Il accueille en 2026 un sommet international majeur. Il a réduit sa dette depuis la crise pandémique. Il dispose d'un programme de citoyenneté par investissement qui, malgré les critiques, lui a apporté des ressources.

Mais ses vulnérabilités sont fortes. Le tourisme peut se retourner. Le climat peut détruire. L'UE peut fragiliser le programme CBI. La dette peut remonter. Barbuda peut devenir un foyer de tension. La domination politique du parti au pouvoir peut réduire les contre-pouvoirs. La petite administration peut être dépassée par des obligations internationales toujours plus lourdes.

Le défi 2026-2030 est donc la transition d'une économie de rentes vers une économie de résilience. Rente touristique, rente de citoyenneté, rente diplomatique, rente immobilière : ces ressources ne sont utiles que si elles financent des capacités durables. Infrastructures, adaptation climatique, énergie, formation, gouvernance, diversification, transparence et cohésion entre Antigua et Barbuda.